

Chambre des Représentans.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON N° 3. — SESSION DE 1833 - 1834.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du livre des
pétitions.

Monsieur QUIRINI, 1^{er} rapporteur.

1. 406. Par pétition en date du 1^{er} août 1833,
L'administration communale de Kermpt et plusieurs habitans de la même commune demandent que la route projetée de Hasselt à Diest traverse ladite commune. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
2. 389. Par pétition datée du 20 juillet 1833,
Dix-huit secrétaires des communes du district de Termonde demandent que leur traitement soit augmenté en proportion de leurs services. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
3. 386. Par pétition en date du 31 juillet 1833,
Le sieur Fr. Bastin, sergent au 5^{me} bataillon du 9^{me} régiment de ligne, renouvelle sa demande que la Chambre intervienne pour lui faire obtenir la croix de Léopold. — Concl. — Ordre du jour.
4. 384. Par pétition en date du 27 juillet 1833,
Les habitans de Nethen, boutiquiers et cabaretiers, réclament une disposition dans la nouvelle loi communale qui exclue les négocians et cabaretiers des fonctions de bourgmestre et assesseurs. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
5. 383. Par pétition en date du 26 juillet 1833,
Les bourgmestres des communes de Molenbcek-St.-Jean, Anderlecht et Forest, demandent que la Chambre porte une loi qui déclare ces communes déchargées du paiement des indemnités auxquelles elles ont été condamnées du chef des pillages et dévas-tations qui y ont eu lieu pendant la révolution. — Concl. — Ordre du jour.
6. 432. Par pétition non datée,
Un grand nombre d'habitans de Herck-la-Ville demandent que

la Chambre intervienne pour faire passer la route de Diest vers Hasselt par leur commune.—Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.

7. 379. Par pétition en date du 25 juillet 1833,

Le chevalier Lelièvre de Staumont demande que la Chambre exprime au Roi le désir que le nom de Léopold précède ceux qu'il est intentionné de donner au prince royal.—Concl. — Ordre du jour.

8. 405. Par pétition en date du 31 juillet 1833,

La régence de Durbuy se plaint d'un refus d'allocation par la députation provinciale des sommes nécessaires aux besoins de la fabrique de la même ville dont les revenus sont insuffisans pour subvenir à ces besoins.—Concl.—Renvoi au ministre de l'intérieur.

9. 408. Par pétition du 8 août 1833,

Le sieur J.-J. Picard, ancien juge au tribunal de commerce de Liège, propose, à l'art. 524 du Code civil, une modification qui détermine l'époque à laquelle les machines à vapeur deviendraient immeubles par destination, et le moment où cesserait, pour le vendeur de ces machines, dont le prix ne serait pas payé, le privilège de la revendication.—Concl.—Dépôt au bureau des renseignements.

10. 400. Par pétition du 5 août 1833,

Le sieur A. Vincent fils, aspirant au notariat, demande une disposition législative qui attribue aux notaires seuls le droit de procéder à la vente des objets qui, immeubles au moment de la vente, sont mobilisés dans la main de l'acheteur.—Concl.—Renvoi au Ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignements.

11. 402. Par pétition en date du 1^{er} août 1833,

Onze habitans de la section de Maissin, commune de Villarmé, district de Neufchâteau, demandent que ce village forme une commune à part avec une administration séparée de celle de Villarmé.—Concl.—Renvoi au Ministre de l'intérieur.

Monsieur SIMONS, 2^{me} rapporteur.

12. 68. Par pétition en date du 9 décembre 1833,

La régence de Namur transmet copie de la décision qui refuse le paiement des traitemens supplémentaires des vicaires et de l'indemnité des logemens, et prie la Chambre de porter une allocation au budget pour acquitter cette charge. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur et à la section centrale chargée de l'examen du budget de ce département.

13. 76. Par pétition en date du 6 décembre 1833,

Quatre habitans de Sauvenières (Gembloux), se plaignent de ce

- que l'administration locale les contraigne à payer une somme particulière pour rétribuer un vicaire. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
14. 73. Par pétition en date du 27 novembre 1833,
Plusieurs habitans de Vichten (Luxembourg), réclament une loi nouvelle répressive des délits forestiers. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
15. 35. Par pétition en date du 24 novembre 1833,
Le sieur J.-C. Leemans, entrepreneur adjudicataire de la fourniture du pain de munition pour la garnison d'Anvers, signale de prétendus abus qui se sont commis dans l'adjudication pour l'exercice de 1834. — Concl. — Ordre du jour.
16. 15. Par pétition en date du novembre 1833,
Trois ex-fournisseurs des vivres de l'armée signalent, comme une infraction à l'arrêté du 11 novembre 1815, le traité passé entre M. le Ministre de la guerre et le sieur Lauwers d'Anvers, pour la fourniture du pain aux garnisons de quatre villes, sans qu'elle ait été mise en adjudication. — Concl. — Ordre du jour.
17. 100. Par pétition en date du 6 décembre 1833,
Le sieur Parent réclame le paiement des fournitures faites par lui à l'armée française en 1831. — Concl. — Renvoi au Ministre de la guerre.
18. 19. Par pétition datée du 18 novembre 1833,
Le sieur Simon Lubin demande la révision et le redressement de la loi sur la médecine. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
19. 397. Par pétition en date du 1^{er} août 1833,
Le sieur François Feys, tisserand, demande l'exemption provisoire du service pour son fils, devenu enfant unique par la mort de sa sœur. — Concl. — Renvoi au Ministre de l'intérieur.
20. 28. Par pétition en date du 21 octobre 1833,
Le sieur C. Hendrickx, de Wavre-N.-D., réclame contre l'exemption du service du sieur Magrich, qui l'oblige illégalement à ce service. — Concl. — Ordre du jour.
21. 17. Par pétition en date du 29 novembre 1833,
Le sieur Van Kemmel, de Poperinghe, dont le second fils se croyant libéré du droit de service s'était engagé à remplacer dans la garde civique pour son compte, demande que la Chambre le fasse rentrer dans ses foyers. — Concl. — Ordre du jour.
22. 20. Par pétition en date du 16 novembre 1833,
L'administration communale des Écaussine-Lalaing (Mons), de-

mande une disposition qui accorde une prolongation de délai pour exiger nouveau titre de rentes aux termes de l'article 2263 du Code civil. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

23. 21. Par pétition en date du 12 novembre 1833,
Huit négocians de Givry (Hainaut), signalent, comme un abus, l'établissement par l'épouse du receveur de cette commune, d'un magasin d'épicerie, aunages, etc. — Concl. — Ordre du jour.
24. 23. Par pétition en date du 19 novembre 1833,
Les époux Laval de Noiseux demandent une disposition législative qui leur permette de reconnaître leur fils naturel, né avant mariage. — Concl. — Ordre du jour.
25. 84. Par pétition en date du 17 décembre 1833,
Le sieur Desaint, ex-mécanicien de la Monnaie à Bruxelles, demande que ses instrumens lui soient repris sur estimation et qu'il lui soit accordé une pension. — Concl. — Renvoi au Ministre des finances.
26. 83. Par pétition en date du 15 décembre 1833,
La dame veuve Deenit, à Braine-Lalleud, renouvelle sa demande de paiement des arriérés des indemnités dues à feu son mari du chef d'expertise sur l'abatage pendant les années 1829 et 1830. — Concl. — Ordre du jour.
27. Par pétition en date du 16 août 1833,
Plusieurs habitans du canton de Thourout signalent comme un abus le cumul de plusieurs places exercé par le sieur P. Fracys, nommé récemment encore juge de paix *ad interim*, et demandent que la Chambre aise aux moyens de la faire cesser. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.